ASSOCIATION ÉTUDIANTE DE POLYTECHNIQUE

CC107

Plateforme de revendications en vue des élections fédérales de 2019

Charles-Étienne Joseph
Coordination aux affaires externes 2019-2020

2019-09-05

ADOPTÉ LE 2019-09-05

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	**2**
Contexte	**3**
Résumé des demandes	**4**
Contrôle des armes à feu	**6**
Prêts étudiants	**8**
Communauté étudiante internationale	**9**
Environnement	**10**
Références	**12**

Liste des acronymes

AEP

Association étudiante de Polytechnique

CRÉIQ

Confédération pour le rayonnement étudiant en ingénierie au Québec

PCPE

Programme canadien de prêts étudiants

LPSU

La planète s'invite à l'Université

GIEC

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

GES

Gaz à effet de serre

Contexte

Les élections fédérales, qui auront lieu au plus tard le 21 octobre prochain, représentent une occasion privilégiée pour la communauté étudiante de se faire entendre par ceux qui formeront le prochain gouvernement fédéral.

Cette plateforme contient les demandes concernant des enjeux sur lesquels l'AEP a une position. Elle constitue les revendications que l'AEP souhaite présenter aux candidats des différents partis en vue des élections.

Résumé des demandes

Demande 1

L'AEP demande que le gouvernement du Canada interdise la vente et la possession d'armes de poing et d'armes d'assaut.

Demande 2

L'AEP demande que le gouvernement du Canada restreigne l'accès aux armes dont les chargeurs peuvent facilement être modifiés à une capacité supérieure à ce que la loi prévoit.

Demande 3

L'AEP demande que le gouvernement du Canada transfère au Québec les sommes qui lui reviennent dû à la réduction du taux d'intérêt du Programme canadien de prêts étudiants.

Demande 4

L'AEP demande que le personnel des établissements d'enseignement supérieur soit exclu de l'article 91 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Demande 5

L'AEP demande que le gouvernement du Canada développe et applique un plan de réduction des GES afin d'atteindre les objectifs du GIEC ainsi qu'une loi forçant le respect dudit plan.

Demande 6

L'AEP demande que le gouvernement du Canada cesse d'investir dans les énergies fossiles et finance plutôt les énergies vertes pour accélérer la transition énergétique.

Contrôle des armes à feu

Considérant la tragédie vécue à Polytechnique Montréal le 6 décembre 1989, l'AEP est sensibilisée aux enjeux de contrôle des armes à feu. L'AEP appuie aussi PolySeSouvient, un regroupement d'étudiants et de diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes à feu, ainsi que ses revendications. Depuis, voici un historique de quelques tueries de masse perpétrées grâce aux armes à feu au Québec seulement : Université Concordia (24 août 1992), Collège Dawson (13 septembre 2006) et Grande Mosquée de Québec (29 janvier 2017).

Grâce aux efforts conjoints du mouvement Pas ici, dont les porte-paroles étaient Wendy Vasquez, présidente de la CRÉIQ pour le mandat 2018-2019, et Manuel Klaassen, président de l'AEP pour le mandat 2018-2019, et de PolySeSouvient, le projet de loi C-71 a finalement été adopté en mai dernier. Les modifications apportées par ce projet de loi à la législation auparavant en vigueur incluent entre autres [1] :

- Une vérification obligatoire de la validité du permis d'armes (cette vérification était auparavant optionnelle si la personne qui vendait l'arme avait un motif raisonnable de croire que la personne achetant l'arme possédait un permis).
- L'abrogation du pouvoir permettant au Conseil des ministres de déclasser une arme à feu malgré les critères du Code criminel.
- La prohibition (avec clauses grand-père) de deux groupes d'armes à feu qui avaient été déclassés en 2015.

Toutes ces modifications, bien qu'elles constituent une certaine avancée, ne vont pas assez loin et sont assez décevantes pour le gouvernement libéral qui s'était engagé à beaucoup plus lors de la campagne électorale de 2015. PolySeSouvient a réagi à l'adoption de la loi en mentionnant qu'il s'agissait «d'un pas significatif dans la bonne direction, mais un pas qui vient après cinq pas en arrière sous le gouvernement Harper». Boufeldja Benabdallah, président du Centre culturel islamique de Québec (Grande Mosquée de Québec), mentionne pour sa part : «[La communauté de la Grande Mosquée de Québec et moi] déplorons que ce

projet de loi n'ait toujours rien changé en lien avec l'accès légal aux armes de poing, aux armes d'assaut et aux chargeurs facilement modifiables à leur pleine capacité, soient précisément les objets qui permettent la réalisation de tueries de masse dont celle qui a eu lieu dans notre lieu de prière le 29 janvier 2017» [2].

Les villes de Toronto et de Montréal avaient déjà demandé, l'an dernier, que les armes d'assaut et les armes de poing soient bannies du territoire canadien [3]. Le gouvernement canadien a toutefois fait fi de ces demandes.

Néanmoins, malgré les appels de plus en plus pressants à l'action et le flagrant manque de courage politique face au lobby des armes, rien n'est encore perdu. Notons qu'après les attentats de Christchurch le 15 mars 2019, la Nouvelle-Zélande a immédiatement réagi en durcissant les lois sur le contrôle des armes à feu. Ces modifications incluent entres autres le bannissement de la majorité des armes semi-automatiques, des fusils à pompe et certains chargeurs de grande capacité [4].

En vertu de tous les éléments susmentionnés, l'AEP formule une première demande concernant les armes de poing et les armes d'assaut.

Demande 1

L'AEP demande que le gouvernement du Canada interdise la vente et la possession d'armes de poing et d'armes d'assaut.

De plus, afin d'éviter qu'une arme n'étant pas interdite puisse causer beaucoup de dégâts en peu de temps, l'AEP formule une seconde demande en lien avec la capacité des chargeurs de ces armes.

Demande 2

L'AEP demande que le gouvernement du Canada restreigne l'accès aux armes dont les chargeurs peuvent facilement être modifiés à une capacité supérieure à ce que la loi prévoit.

Prêts étudiants

Dans le budget 2019, le gouvernement fédéral a réduit au taux préférentiel le taux d'intérêt du remboursement du PCPE. Cela représente une perte de revenus de 1,7G de dollars sur cinq ans, à compter de de l'année financière 2019-2020, et de 375,9M de dollars par année par après [5].

Or, puisque le Québec s'est retiré du PCPE, le gouvernement du Québec devrait recevoir sa part des sommes provenant de la réduction du taux d'intérêt. Ce faisant, l'AEP formule une demande concernant ces montants.

Demande 3

L'AEP demande que le gouvernement du Canada transfère au Québec les sommes qui lui reviennent dû à la réduction du taux d'intérêt du Programme canadien de prêts étudiants.

Communauté étudiante internationale

En vue de protéger les immigrants et les réfugiés et d'assurer qu'ils aient accès à de l'information juste et de l'aide de qualité dans leurs processus d'immigration, le projet de loi C-51 avait amendé la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Ainsi, seules certaines personnes, dont ne font pas partie le personnel des établissements d'enseignement supérieur, sont autorisés à donner de tels conseils [6].

Considérant que le personnel des établissements d'enseignement supérieur ne demandent pas de rétribution supplémentaire lorsqu'ils conseillent une personne issue de la communauté étudiante internationale et qu'il serait dans l'avantage de la communauté étudiante internationale de recevoir des conseils directement dans leurs établissements d'enseignement supérieur, l'AEP formule la demande suivante.

Demande 4

L'AEP demande que le personnel des établissements d'enseignement supérieur soit exclu de l'article 91 de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.

Environnement

Suite à la manifestation du 15 mars 2019 à laquelle participaient plusieurs membres de l'AEP ainsi que des autres associations étudiantes, on peut facilement conclure que l'environnement s'inscrit comme étant une priorité de la communauté étudiante. À Polytechnique s'est tenu un référendum pour une levée de cours le 15 mars ainsi que pour l'appui des revendications de LPSU [7]. Ce référendum a connu un taux de participation record pour notre établissement, soit 38% de nos membres, ce qui représente 2331 étudiants. Plus de 81% des personnes ayant voté se sont prononcées en faveur de la levée de cours et des revendications. Ces revendications demandent :

1. Aux gouvernements d'établir un programme d'éducation à l'écologie et de sensibilisation à la crise climatique, en partenariat avec des jeunes citoyens et citoyennes.
2. Aux gouvernements d'adopter une loi climatique forçant l'atteinte des cibles recommandées par le GIEC pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius. Le GIEC demande que la réduction des émissions mondiales de CO2 soit de 50% d'ici 2030, que les émissions nettes de CO2 soient de zéro en 2050, et demande également une réduction de près de 50% des émissions de méthane d'ici 2050
3. Aux institutions d'enseignement une plus grande transparence concernant leurs investissements, le retrait des investissements dans les énergies fossiles et la tenue d'un bilan carbone institutionnel afin de pouvoir cibler les plus grandes sources d'émission de GES en vue de les réduire.

Considérant que le temps presse, l'AEP formule une première demande environnementale en lien avec les émissions de GES.

Demande 5

L'AEP demande que le gouvernement du Canada développe et applique un plan de réduction des GES afin d'atteindre les objectifs du GIEC ainsi qu'une loi forçant le respect dudit plan.

Par cette demande, l'AEP espère que le gouvernement du Canada arrivera à mettre en place un processus coercitif pour assurer l'atteinte des objectifs du GIEC tel que mentionné dans la seconde revendication de LPSU.

En 2018, le gouvernement libéral a acheté le projet de pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan pour un montant de 4,5G de dollars. L'achat d'un projet pétrolier par un gouvernement sensé réduire les émissions de GES tel que stipulé par l'Accord de Paris [9] qu'il a signé est contradictoire. En outre, ce montant aurait pu servir à financer des projets d'énergie verte et contribuer à la transition énergétique nécessaire pour réduire les émissions de GES.

Considérant cela ainsi que la troisième revendication de LPSU, bien qu'elle s'adresse d'abord aux établissements d'enseignement, l'AEP formule une seconde demande environnementale ayant cette fois-ci trait aux investissements dans les énergies fossiles.

Demande 6

L'AEP demande que le gouvernement du Canada cesse d'investir dans les énergies fossiles et finance plutôt les énergies vertes pour accélérer la transition énergétique.

L'AEP et ses membres, de futures ingénieures et de futurs ingénieurs, sont conscients du rôle clé qu'ils auront à jouer pour mener à bien la transition énergétique et espèrent que le gouvernement du Canada comprendra bien le sien.

Références

[1]"Résumé législatif du projet de loi C-71", *Lop.parl.ca*, 2019. [en ligne]. https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/LegislativeSummaries/421C71E. [1 septembre 2019].

[2]*Polysesouvient.ca*, 2019. [en ligne]. http://polysesouvient.ca/Documents/PRSS_19_05_28_Adoption_Senat_ProjetDeLoi_C71.pdf. [1 septembre 2019].

[3]P. Saint-Arnaud, "Armes de poing et d'assaut: Montréal demande une interdiction nationale", *Le Soleil*, 2019. [en ligne]. https://www.lesoleil.com/actualite/justice-et-faits-divers/armes-de-poing-et-dassaut-montreal-demande-une-interdiction-nationale-64b93548185be6bd410754b5e04a8636. [1 septembre 2019].

[4]"Changes to firearms law - prohibited firearms", *New Zealand Police*, 2019. [en ligne]. https://www.police.govt.nz/advice/firearms-and-safety/changes-firearms-law-prohibited-firearms. [1 septembre 2019].

[5]*Budget.gc.ca*, 2019. [en ligne]. https://www.budget.gc.ca/2019/docs/youth-jeunes/youth-jeunes-fr.pdf. [1 septembre 2019].

[6]"Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés", *Laws.justice.gc.ca*, 2019. [en ligne]. https://laws.justice.gc.ca/fra/lois/i-2.5/page-17.html#h-268790. [1 septembre 2019].

[7]*Enjeu.qc.ca*, 2019. [en ligne]. https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2019/02/Communique_planete_universite.pdf. [1 septembre 2019].

[8]"Ottawa achète l'oléoduc Trans Mountain: «une erreur historique»", *La Presse*, 2019. [en ligne]. https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201805/29/0

1-5183604-ottawa-achete-loleoduc-trans-mountain-une-erreur-historique.php. [1 septembre 2019].

[9]E. Canada, "L'Accord de Paris - Canada.ca", *Canada.ca*, 2019. [en ligne]. https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/accord-paris.html. [1 septembre 2019].